

Publié le 24 novembre 2017

## Le glas du projet Jamaïque allemand

Les élections fédérales allemandes du 24 septembre 2017 n'ont pas désigné de vainqueur pour gouverner l'Allemagne, même si Angela Merkel a obtenu un quatrième mandat pour former le gouvernement. Les élections ont produit un parlement plus diversifié, sept partis y étant maintenant représentés contre cinq auparavant. Parlement diversifié et donc plus difficile à gérer. Pour la séance constitutive du 24 octobre 2017, il a fallu ainsi changer le protocole pour éviter que ce soit une candidate du parti *Alternative für Deutschland* (AFD, Alternative pour l'Allemagne) qui ouvre la séance, puisque cet honneur est habituellement réservé à l'élu le plus âgé. De même, alors que chaque parti représenté au parlement est en droit de briguer un poste de vice-président du Bundestag, les partis se sont mis d'accord pour évincer le candidat AFD, laissant ainsi l'un des sept postes vacant. Aujourd'hui, le succès des petits partis alternatifs – comme l'AFD, les libéraux du FDP (*Freie Demokratische Partei*) et les écologistes (*Bündniss 90/Die Grünen*) – est ainsi devenu non seulement un défi pour la démocratie, mais également et surtout, un obstacle à la formation d'un gouvernement. Les dernières élections ouvrent ainsi une crise politique grave dans le système politique allemand.

### L'Allemagne se trouve aujourd'hui dans une impasse

Huit semaines après les élections, les premières discussions pour former le gouvernement ont échoué. L'Allemagne est aujourd'hui dans l'impasse, sans véritable alternative ni même espoir de donner le jour à un gouvernement stable d'ici la fin de l'année, voire d'ici Pâques 2018 ! Même si l'Europe a déjà connu de telles situations – aux Pays-Bas en septembre 2017, où il a fallu 200 jours pour former un nouveau gouvernement, ou encore en Belgique en 2001, où il a fallu 541 jours pour former un gouvernement fédéral –, une telle situation est sans précédent dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne. Cette incertitude politique fait ainsi peser une réelle incertitude sur l'Europe, qui se voit déjà confrontée à une crise institutionnelle causée par le Brexit et par les tendances populistes et antidémocratiques de certains pays de l'Union.

En Allemagne, les discussions pour une grande coalition, dite «Jamaïque» de par ses couleurs, entre la CDU/CSU (les noirs), les libéraux de la FDP (les jaunes) et les verts, ont échoué ce dimanche 19 novembre, à cause du retrait soudain des libéraux. Après un marathon de quatre semaines de négociations intenses, et alors que tous attendaient l'annonce d'un accord sur la formation d'un gouvernement, le chef du parti libéral FDP a annoncé aux médias que son parti se retirait des négociations au motif qu'«il vaut mieux ne pas gouverner que mal gouverner». Cette annonce a fait l'effet d'une bombe en Allemagne, faisant voler en éclat de nombreux espoirs. Il y a à peine quelques semaines, la coalition «Jamaïque» représentait en effet une réelle opportunité pour

l'Allemagne de moderniser le pays sur les plans environnemental, financier et sociétal. Elle semblait, en outre, permettre à Angela Merkel, malgré ses 63 ans, de rajeunir son cabinet avec des ministres tel que Cem Özdemir, des Écologistes, un immigré turc né en Allemagne en 1965, ou Christian Lindner, du FDP, âgé de 38 ans, et de compenser ainsi la sénescence politique de son parti (CDU) et de son allié de toujours, la CSU, tout en répondant aux demandes de ceux qui désiraient voir de nouveaux visages, de nouveaux profils, de nouveaux projets. Aujourd'hui, tout cela ne semble plus possible, et il ne nous reste plus que la question du pourquoi et du comment : pourquoi, comment l'Allemagne en est-elle arrivée là ?

## **Les causes de cette impasse politique**

Migration, climat, finances. Les trois partis en négociation ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur ces trois thèmes majeurs.

L'immigration et la question des réfugiés étaient déjà LE sujet-clé des élections, les quatre partis défendant jusqu'à la dernière seconde leurs positions extrêmes. D'un côté, le CSU et les Libéraux voulaient limiter l'immigration à 200 000 personnes par an, alors que, de l'autre, les Verts voulaient garantir le droit d'asile et permettre aux réfugiés déjà présents en Allemagne de réunir leurs familles, soit une augmentation potentielle de sept millions de réfugiés supplémentaires.

En ce qui concerne le climat, les Verts et la CDU s'opposent sur le volume de la réduction du charbon, les Verts insistant sur un maximum, afin de faire de ce sujet «le» succès de «leurs» négociations. Ainsi, bien que d'accord sur le principe d'une politique environnementale en application de l'Accord de Paris, ces deux partis n'ont pas trouvé de consensus.

Enfin, sur la question des finances, sujet-charnière des Libéraux, les partis ne sont pas arrivés à trouver le fil rouge permettant de maintenir le budget en équilibre. Les Libéraux insistent en effet sur une diminution d'impôts pour les entreprises, en particulier par l'abolition de la taxe de solidarité (*Solidaritätszuschlag*). Le compromis trouvé dans la nuit de samedi à dimanche, prévoyant une baisse d'impôts de quatre milliards d'euros d'ici à 2020 et de six milliards d'ici à 2021, est arrivé trop tard. Pour Christian Lindner, président du FDP, les sujets de préoccupation de son parti n'étaient pas assez pris en compte dans le compromis émergent, ce qui l'a amené au retrait surprise de son parti des négociations.

## **L'avenir est entre les mains du président allemand**

Selon de nombreux observateurs, cet éclat politique était planifié. Certains participants ont ainsi confié que M. Lindner avait fait une déclaration bien préparée, qui n'avait rien de précipité, et à la suite de laquelle Angela Merkel l'a prié de bien considérer sa décision, soulignant qu'il y avait peu de chances que le FDP ne voie jamais se réaliser tant d'éléments de son programme qu'avec le compromis trouvé. Mais M. Lindner a refusé, donnant quelques minutes plus tard une conférence de presse dans laquelle il annonçait qu'«il valait mieux ne pas gouverner que mal gouverner». Ce slogan a été diffusé sur le compte *Twitter* du parti seulement quelques minutes plus tard, ce qui laisse sous-entendre qu'une campagne médiatisée était en préparation depuis longtemps.

La réaction des Verts a mêlé la consternation et le choc. Le parti avait misé sur cette coalition «Jamaique» pour revenir au gouvernement, dont il était absent au niveau fédéral depuis 2005. Différents membres du parti ont souligné l'âpreté des négociations, Robert Habeck, ministre du Schleswig-Holstein, allant même jusqu'à parler de terreur psychologique. Les deux négociateurs principaux, Cem Özdemir et Kathrin Göring-Eckardt, ont, quant à eux, publiquement remercié la CDU et la CSU pour leur pragmatisme et leur positivisme, insistant sur l'obligation morale patriotique des dirigeants, en ces temps de situation politique difficile. Ce nouveau type de discours de la part des Verts souligne le rapprochement trouvé entre ces deux partis, esquisse d'une future alliance entre chrétiens démocrates et Verts, telle qu'elle existe du reste déjà dans le Bade-Wurtemberg. Winfried Kretschmann, ministre-président du Bade-Wurtemberg et hôte des négociations n'est, du reste, certainement pas étranger à ce nouvel esprit politique.

Angela Merkel, pour sa part, a montré sa déception avec beaucoup de calme, évoquant cette journée de dimanche comme un «jour de réflexion profonde» pour l'Allemagne. Elle a annoncé qu'elle continuerait à gouverner l'Allemagne jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Officiellement chancelière *ad interim*, elle ne peut cependant convoquer de nouvelles élections, et elle ne peut donc plus guider le processus de formation gouvernemental. En conséquence, elle a informé lundi le président allemand M. Frank-Walter Steinmeier de l'échec des négociations, soulignant que c'était maintenant à lui de trouver une issue à la situation. Le président, dont la position requiert de la distance face aux clivages politiques, a rappelé sur un ton ferme et solennel que tous les partis politiques portent la responsabilité de l'Allemagne, qu'il n'est pas séant de se présenter à des élections pour refuser ensuite de prendre la responsabilité de gouverner. En insistant sur ce sens des responsabilités, il vise particulièrement les Libéraux, bien entendu, mais également son ancien parti, les sociaux-démocrates (SPD) qui, suite aux élections, ont refusé d'entrer en négociation pour former une grande coalition CDU/SPD. En faisant référence à leur devoir politique, le président Steinmeier souligne également un autre point essentiel, celui du bien commun, qui doit nécessairement être au-delà des intérêts particuliers. Car, en rompant les négociations ou en refusant d'y participer, les Libéraux tout comme la SPD se soucient plus de leurs propres électeurs que du bien de l'Allemagne.

Comment montrer la route à celui qui s'égare ? *Ultima ratio*. En raison de son histoire, la loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*) limite les possibilités de dissolution du parlement. Le président Steinmeier a donc invité les chefs des sept partis représentés au nouveau parlement à participer à de nouvelles négociations. Si la formation d'un nouveau gouvernement ne réussit pas, deux scénarios restent possibles : le président peut proposer un chancelier au parlement (probablement Angela Merkel), qui votera alors sur cette proposition. Si en deux tours il n'y a pas de majorité absolue, ce qui est probable, le parlement peut élire un autre candidat à la majorité absolue dans un délai de 14 jours. Si cela n'aboutit pas, le président devra alors décider entre nommer un chancelier (premier scénario), qui devra alors diriger le pays avec un gouvernement minoritaire, ou dissoudre le parlement (deuxième scénario), ce qui mènera à de nouvelles élections dans un délai de soixante jours. À ce stade, le président Frank-Walter Steinmeier est donc l'homme de la situation, celui qui tient l'avenir de l'Allemagne entre ses mains.

Afin de calmer les esprits dans cette période d'incertitude et d'attente, l'administration fédérale chargée des élections a, non sans humour, annoncé qu'il n'y aurait pas d'élections le jour de Noël. Voilà donc de quoi être rassuré !...

Rolf Schwarz

Retrouvez cet article sur notre [site](#)